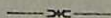


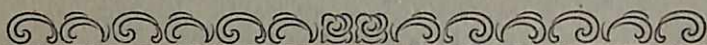
AUX CIVILS



II

**La coalition des forces vives  
du pays pour l'action  
de défense sociale urgente.**

- I. Les exemples à ne pas suivre.*
- II. L'union de l'élite sociale pour l'action directe.*
- III. L'action par en haut.*
- IV. Programme.*
- V. La Ligue de l'Ordre.*
- VI. Un journal indépendant de l'argent et des partis.*
- VII. Appel décisif.*



*Cet opuscule n'est pas mis en vente.*

*Comme celui qui l'a précédé, Le devoir de servir et de militer..., il est envoyé gratuitement, sous pli fermé; mais seulement aux personnes qui ont bien voulu se mettre en rapports avec l'auteur.*



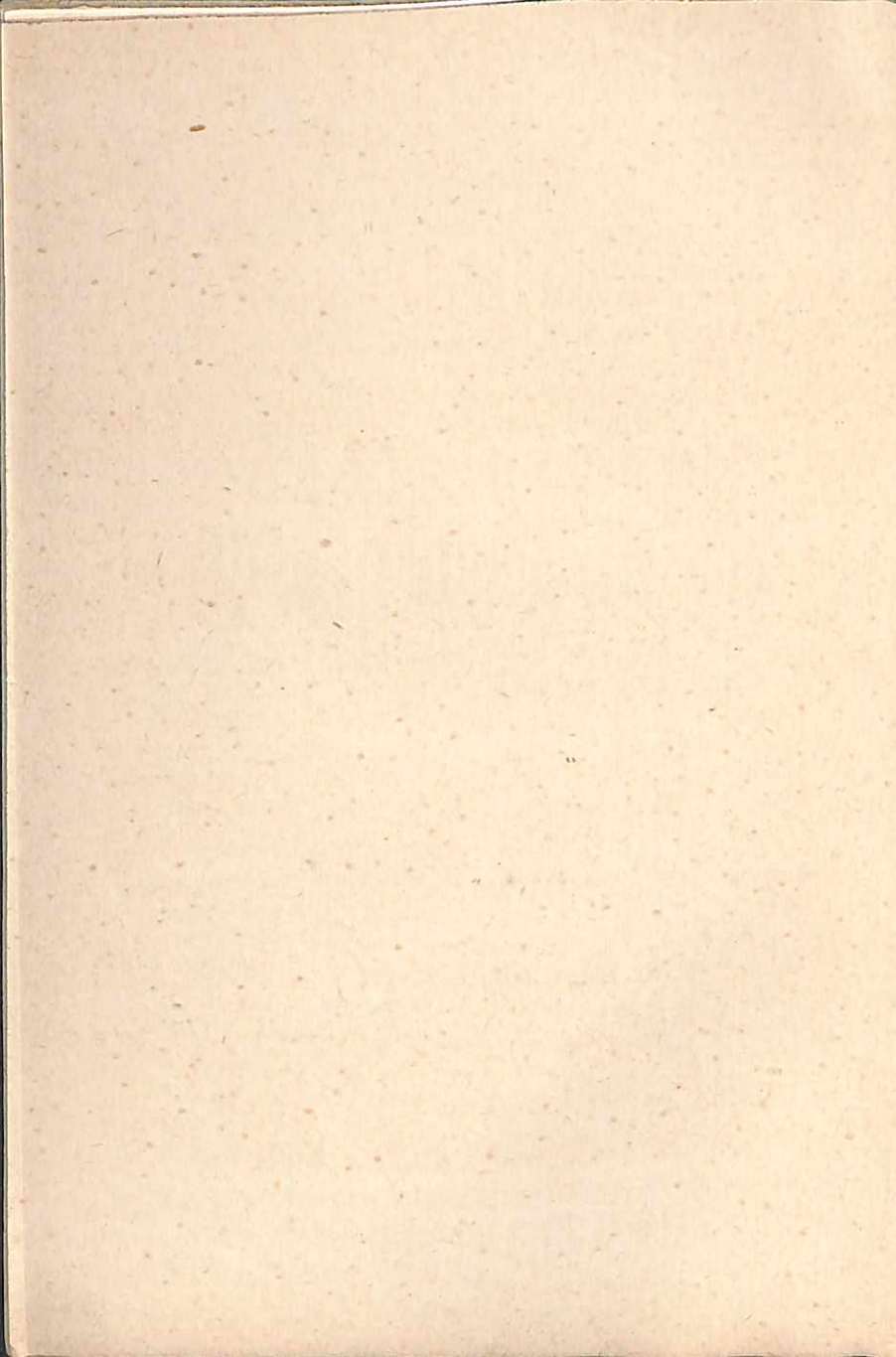
AUX CIVILS



II

**La coalition des forces vives  
du pays pour l'action  
de défense sociale urgente.**

- I. Les exemples à ne pas suivre.*
- II. L'union de l'élite sociale pour l'action directe.*
- III. L'action par en haut.*
- IV. Programme.*
- V. La Ligue de l'Ordre.*
- VI. Un journal indépendant de l'argent et des partis.*
- VII. Appel décisif.*





*Notre appel a été entendu. Des milliers de lettres en témoignent.*

*Enthousiastes, fermement résolus ou inquiets jusqu'au désespoir, la plupart de nos correspondants se déclarent prêts à servir et à militer. Il n'en est pas cent qui fassent des réserves, et dix qui soient hostiles... La plupart reconnaissent les principes et les fins de tout ordre social.*

*Voilà les forces reconstitutives de la nation ! Éparses, elles s'ignoraient, elles se fourvoyaient, elles se consumaient stérilement. Nous allons les concentrer, les organiser, les mettre en œuvre.*

## I. — LES EXEMPLES A NE PAS SUIVRE.

Après 1871, des activités, des ressources considérables, des dévouements furent gaspillés à courir cette chimère d'une victoire électorale du bon sens, de l'honnêteté, du patriotisme. Quelques succès particuliers entretenaient l'illusion pour raffermir les anciennes dupes et allécher les nouvelles; mais la défaite totale n'en était que plus sûre. Si elle n'avait existé, les politiciens eussent inventé une opposition qui leur était si propice.

Et la France se dissolvait. On votait, on payait.

Obstinément, les meilleurs citoyens s'appliquaient à ne pas déranger le désordre des choses. Après avoir instauré et défendu le scrutin d'arrondissement, ils ne voulaient plus être bernés, molestés et battus qu'au scrutin de liste et proportionnellement.

C'est qu'il est des préjugés de profession et de situation avec lesquels on a accoutumé de vivre. On s'arrange de tout en admettant que ce qui produit le mal peut l'atténuer. Déjà, parce que nos braves soldats reviendront dans leurs foyers avec des idées mûries par les souffrances, chacun se plaît à imaginer que la guerre va changer la nature humaine et les lois du monde. Mais personne ne vote sur des idées. Ce sont les vanités, les passions, les désirs, les intérêts immédiats que les résultats des scrutins expriment depuis qu'il y a des élections, dans tous les temps et sous toutes les latitudes. Au pugilat électoral, on ne vainc que contre la patrie.

Encore que tous les partis ne soient pas des bandes d'intrigants ou de forbans, les plus honorables même s'évertuent bien moins à réaliser leur programme qu'à l'opposer. La guerre civile permanente est leur raison d'être. Sans doute, ils se procurent aisément l'illusion du succès; mais ils se heurtent bientôt à la limite qu'ils ne dépasseront plus. L'enthousiasme passionnel, qui les crée et les développe, provoque une réaction correspondante, qui les annihile. Et les Français n'ont qu'un prétexte de plus de s'entre-déchirer.

Les bonnes volontés s'usaient ainsi à se combattre, cependant que l'esprit public était hébété, désemparé, la richesse nationale dilapidée, saccagée, le pays livré. Certes, un parti peut vouloir sincèrement le mieux et quelquefois même y atteindre; mais il ne le veut jamais que par ses procédés, avec son personnel, et il ne le réalise que par occasion. Avec le millième de l'argent et des volontés qui furent dépensés pour soutenir de stériles campagnes électorales et de vaines polémiques, les conservateurs eussent pu ne pas abandonner



la direction de l'opinion aux professionnels de l'émeute, à la franc-maçonnerie et à la presse d'affaires.

Le seul résultat positif des partis est de pousser et de mettre en vedette quelques personnalités. Mais ce n'est que ce qui s'aplatit, ment ou corrompt. La hiérarchie est faussée. Où il n'y aurait qu'à tenir compte des valeurs morales et intellectuelles, on distingue une droite et une gauche. La médiocrité d'âme prime trop souvent. Il n'y a plus, vraiment, d'élite dirigeante. Des arrivistes, mais point de chefs; des talents, mais point de maîtres.

La politiquerie n'est pas la politique. L'erreur est grave de se désintéresser de celle-ci par dégoût de celle-là. Il faut assurer, d'abord, un minimum de police. Les associations qui ne poursuivent qu'un objet spécial bâtissent sur des nuages. Les bulletins, les brochures, les palabres et les palabres des plus illustres présidents d'honneur, autant en emporte le vent de la tempête qui s'annonce.

Il n'est d'action effective que coordonnée, d'ensemble. Par exemple, si la France ne relève pas le taux de sa natalité en abaissant celui de sa mortalité, elle disparaîtra, — par l'immigration ou l'invasion. Il faut s'en inquiéter. Mais nous avons à conjurer des périls, sinon plus redoutables du moins plus pressants. A supposer que les mesures préconisées aient quelque effet immédiat, ce sera, pour une quinzaine d'années, plutôt une charge. Il nous faut donc durer jusque-là. L'existence d'un peuple ne supporte pas d'éclipse. A quoi servira d'avoir un million de Français de plus, dans trois ou quatre lustres, s'il n'y a plus de France?

Autre exemple. De même que la repopulation, notre essor économique est à préparer. De nombreux groupe-

ments s'en occupent. Mais leurs membres sont trop portés à prendre les propensions de leurs commodités professionnelles pour l'inspiration du civisme le plus pur. Les vues générales, le sens des complexités sociales, l'éducation politique manquent. On peut et l'on doit favoriser l'activité, l'intelligence, l'initiative hardie : il n'y a pas de barrières, de douanes, de prohibitions quelconques qui en puissent dispenser.

Devant les nocives perturbations politiciennes, les puérides agitations des ligues et les pauvres résultats des œuvres sociales, les esprits les plus circonspects en venaient à penser que le mieux était de laisser aller les choses, de ne s'employer qu'à ses propres affaires. C'était se leurrer. On n'assure point sa sécurité personnelle sur un bâtiment embrasé qui sombre, on ne préserve pas ses biens particuliers dans une banqueroute générale. Tous les Français, prolétaires ou bourgeois, — hormis les parasites, — nous sommes solidaires. Le dommage de l'un n'est le bien de l'autre que par un petit côté et pour un court moment.

Si la griserie d'une victoire prodigieuse nous fait oublier trop vite la dure leçon de ces terribles jours, nous n'éviterons pas un cataclysme social auprès duquel la guerre actuelle n'aura été qu'un orage qui passe. Déjà, les Belges et les malheureuses populations des départements envahis ont fait connaissance avec « le gorille lubrique et féroce » que se peut montrer l'homme de progrès mécanique, de social-démocratie, de haute culture scientifique. On verra alors ce que peuvent être — dans une société industrialisée, aux rouages enchevêtrés, compliqués à l'extrême, et sans âme, — la banqueroute, l'émeute crapuleuse des villes, la jacquerie farouche des campagnes...



## II. — L'UNION DE L'ÉLITE SOCIALE POUR L'ACTION DIRECTE.

Les anciens partis paraissent disloqués. Ce serait le salut qu'ils le restassent. Malheureusement, ils se reformeront aux prochaines élections. On n'est candidat que contre quelque chose ou quelqu'un.

Qu'une élite, du moins, prolonge l'union nationale nécessaire en se plaçant au dessus des partis. Dans cet accord temporaire, dans cette coopération sympathique, une conception plus haute des devoirs du citoyen s'élabore. La vérité politique et sociale apparaîtra plus clairement. L'action dissipera les sophismes.

Après l'effroyable conflagration, la patrie sera pantelante, recrutée, meurtrie. Il lui faudra le calme et le cordial de notre amour sans condition. Durer, d'abord. Même débile. Seuls, le démembrement, la dissociation, l'anéantissement seraient irrémédiables.

La France n'en sera pas, alors, aux solutions parfaites, définitives; mais aux expédients qui prolongent. Là-dessus, on peut s'entendre, en réservant ce qui sépare pour ne s'en tenir qu'à ce qui rapproche.

Un organisme épuisé, qui a une longue accoutumance du poison, ne se désintoxique pas brusquement. Il faut des précautions.

L'union nationale que nous allons former ne posera pas la question de régime, elle ne réveillera pas les querelles religieuses, elle s'abstiendra de toute propagande théorique; elle différera même de poursuivre toute réforme préconçue ou prématurée.

Elle se bornera, essentiellement, à maintenir.

Un gouvernement, d'abord, — quel qu'il soit, et d'après quelque Constitution que ce soit. Ne pas sacrifier la fonction au fonctionnaire ; ne pas subordonner les fins aux moyens. Bonapartiste, royaliste, républicain ou socialiste, mettre la nation, tant qu'elle sera en péril, au-dessus de ses préventions et de ses préférences. La France avant tout ce qui n'est et ne saurait exister que par elle.

Civil, militaire ou dynastique, si un dictateur surgit, il faut qu'il puisse opérer. La plus solide poigne ne fera rien de rien. Le plus frêle soliveau est utilisable. S'il avait été mieux entouré, inspiré et aiguillé, un Boulanger même eût pu nous épargner vingt-cinq années de régime abject et la catastrophe finale. A tout hasard, pour toutes éventualités, préparons l'entourage.

Il faut un chef. On épaulera celui que les circonstances feront surgir. Celui qui sera possible préparera la voie à celui qui sera meilleur. S'attacher à ce dernier, malgré tout, c'est accumuler les obstacles, limiter ses chances, et rompre l'union nécessaire.

Ainsi, pour toutes les parties de la restauration française.

Ne détruire qu'en remplaçant. Ne pas proposer. Le fait accompli est accepté plus volontiers. Mais aller au plus pressé, à ce qui est possible immédiatement. Attaquer le désordre à l'endroit et au moment où il est le plus faible. Tout se tient ici, et chaque reconstitution est un gain sur l'anarchie.

Pendant les quatre ou cinq années de crises menaçantes qui suivront la guerre, il n'y aura de pratique que l'empirisme. Rien que cela.

La puissance d'ordre, que devra être l'élite sociale organisée, aura à s'exercer immédiatement, et non point



dans le rêve d'un gouvernement modèle ou d'une Constitution idéale; mais dans les conditions réelles où nous nous trouverons, peut-être même encore avec le piètre personnel administratif et gouvernemental des dernières années de gâchis et l'absurde système électif et parlementaire qui ne peut donner mieux.

Il faudra pourvoir aux fonctions vitales qui ne sont pas remplies ou qui le sont mal. Donc, informer et diriger. Avec énergie, avec intelligence. Avec un désintéressement absolu.

Dès l'armistice, la question du traité de paix sera d'importance capitale. Comment l'aborderons-nous?

Nous avons des diplomates habiles, peut-être même quelques hommes d'État. Mais, s'ils restent sans appui, leurs avis, leur influence ne prévaudront point sur ceux des journalistes et des politiciens ignares, arrogants et sans scrupules, ni contre les coalitions d'intérêts privés, qui ne seront pas exclusivement français, et une opinion publique abusée par une presse vénale, morcelée par les factions... Suivant ses sentiments, chacun se prononce sur le partage de l'Autriche ou de l'Allemagne. Les uns veulent ménager celle-ci au détriment de celle-là; les autres, celle-là au détriment de celle-ci. Quant aux intérêts particuliers, ils s'interposent déjà pour réclamer l'extériorité économique de l'Alsace Lorraine reconquise.

Souvenons-nous. Le 27 avril 1871, Bismarck écrivait à sa femme : « Mon petit ami Thiers est très spirituel, très aimable, mais il n'est pas homme à traiter verbalement d'affaires... Hier, nous avons enfin signé; nous obtenons plus que, dans mes visées politiques, je n'avais pensé obtenir ».

Les Français étaient vaincus, il est vrai; mais ils



n'étaient pas encore privés de tout pouvoir central, les clauses étaient beaucoup moins épineuses, et ils n'avaient à en débattre qu'avec des ennemis.

Dans le prochain traité de paix, il sera nécessaire d'insérer des articles qui tendront à affaiblir des clans ou qui léseront gravement de gros intérêts privés. Or, un gouvernement électif et parlementaire est incapable de résister à ceux dont il dépend et aux courants confus que l'étranger peut alimenter trop aisément.

Nous avons donc à susciter, à canaliser, à précipiter le courant national irrésistible, pour qu'il entraîne tout.

La tâche la plus pressante, ensuite, ce sera, pour éviter la banqueroute et l'émeute, de contenir la démagogie, que la victoire va favoriser et exalter, de la rue, de la presse et du Parlement. Tout gouvernement, même — surtout — issu des surenchères électorales, se laisse volontiers appuyer.

Mais le paupérisme est le principal ferment de dissolution. Pour qu'il ne s'aggrave point, il faut que le revenu général, qui n'était pas de 30 milliards avant la guerre, atteigne 40 milliards. C'est possible, puisque les revenus de l'Allemagne, comme ceux de l'Angleterre, dépassaient ce chiffre de beaucoup. Affaire de production plus intense, plus économique, c'est-à-dire de sage gestion, d'extension de l'outillage économique et du crédit, de sécurité du capital et d'initiative hardie du capitaliste, d'organisation du travail et de reconstitution corporative.

L'organe de l'intérêt général continu, de l'information, de la prévision, de la pourvoyance, de la direction, fait défaut, constitutivement, à toute démocratie élective. Nous devons y aviser.

Tant qu'un régime normal n'est pas rétabli, l'intervention de l'élite sociale pour l'accomplissement de cet office est de salut public.

### III. — L'ACTION PAR EN HAUT.

Alliance n'est pas connivence. Celle-ci sera positive, — et vigoureuse. Non point pour tolérer le mal, mais pour le combattre plus efficacement. Ainsi, les braves gens ne seront plus isolés, désarmés, ridicules. Les coquins éprouveront quelque résistance, et certains d'entre eux, peut-être, renonceront à une carrière qu'ils n'avaient choisie que pour ses agréments.

Pour concentrer tous les éléments de défense sociale, se refuser aux logomachies spécieuses, s'en tenir aux faits, — ce n'est pas abjurer. Ce n'est pas s'interdire d'avoir entièrement raison plus tard. C'est, au contraire, se garder l'espérance.

Que chacun reste donc ce qu'il croit ou veut être. Ce ne sont point des idéologies figées qu'il va falloir rassembler ; mais des réalités, des énergies vivantes.

Des résultats immédiats seuls peuvent préserver le pays des catastrophes définitives, et nous ne les obtiendrons qu'avec le concours de toutes les autorités sociales, de toutes les forces morales convergentes, en profitant des circonstances propices et en ne négligeant aucune possibilité. On suivra l'erreur relative qui mène au vrai, on délaissera les minutieuses précisions qui aboutissent au faux. La force est la vérité de l'action le pouvoir, celle de l'idée.



Car il n'y va pas seulement du succès et de la gloire d'une coterie, mais de la France. On ne hasarderait pas un tel enjeu, qui est plus que nos biens et notre propre vie, sur un coup de dé, sur des présomptions, sur une probabilité.

Entreprise ardue que celle qui exige autant d'audace que de prudence : avec l'enthousiasme des apôtres un froid réalisme ; avec de larges vues et un haut idéal, le souci des nécessités immédiates et des gains minimes ; avec des convictions profondes, le sens aigu du relatif, une intelligence compréhensive et une volonté robuste qui se discipline.

Notre consultation a révélé des Français que l'anxiété et la douleur ont trempés ainsi. Mais, d'accord sur le but, le seront-ils encore sur les moyens ?

Un peuple n'est pas étourdi depuis si longtemps et si complètement par la plus creuse rhétorique sans que les meilleurs même ne s'en ressentent quelque peu. Or, l'aspect le plus caractéristique de cet abrutissement, c'est le matérialisme, l'assujettissement de l'être à la chose, l'idolâtrie du nombre, le mépris de ce qui dure, comprend et domine. Tout se ramène à un automatisme arithmétique. Où il faudrait juger, évaluer, on chiffre. La délicatesse du cœur et l'esprit de finesse sont de trop. Aussi se sont-ils atrophiés.

Une méthode positive d'action organique implique d'abord une négation des superstitions matérialistes qui animent la ploutocratie et la démagogie. Il ne suffit pas d'être une force, si l'on n'est la plus grande. Sachons donc bien ce que nous pouvons, et sur quel point.

Les bons citoyens qui ont répondu à l'*Appel aux Civils* ont pour eux l'expérience, la raison, l'autorité.



Ce sont là des vertus qui recouvreront leur valeur sociale si elles sont ordonnées et appliquées où et quand il faut. Avec les moyens matériels les plus étendus dont on pourra se munir, il convient d'introduire dans toutes les directions les compétences techniques, le prestige social, les influences morales. Au lieu d'affronter naïvement l'anarchie où elle est invincible, *en bas*, ce sera porter tout l'effort où il peut être efficace immédiatement, *en haut*.

Le bloc des appétits, des intérêts particuliers plus ou moins légitimes, de l'ignorance, de la vanité et de l'envie, si formidable par l'agglomérat compact de sa base, ne laisse pas d'être fragile au faite. C'est par là qu'il faut l'attaquer.

La contrainte, le mécanisme suffisent rarement. Même aux échelons infimes, il y a toujours, si peu que ce soit, consentement du cœur et de l'esprit. Une société est essentiellement une spiritualité.

Imaginer que tout sort d'un cabinet de ministre, que cette décision est dictée par la majorité parlementaire, laquelle émane des électeurs exprimant clairement, par un vote, leurs opinions extravagantes ou sensées, — rien de moins exact. C'est le modéré parvenu au pouvoir, par surprise, qui croit devoir donner des gages aux énergumènes ; c'est le jacobin nanti qui s'applique à défendre les institutions.

Un gouvernement électif s'abandonne à tous les courants. Le plus souvent, ce sont les pires qui l'entraînent. Suivant que nous le voudrons, ce seront les meilleurs. C'est le vide au centre et la tyrannie partout : allons droit au centre.

Action directe. L'élite sociale organisée ne pétitionnera pas : elle pratiquera une direction effective ; elle

ne sollicitera pas une participation aux pouvoirs : elle exercera tous ceux qu'elle détient ou dont elle pourra s'emparer. Elle s'abstiendra donc de toute propagande, surtout de tout prosélytisme. Étayer les institutions, affermir l'ordre et le développer, voilà la tâche du moment.

#### IV. — PROGRAMME.

Qu'on l'entende bien. Dans une anarchie aussi profonde et généralisée, rien ne se fait, même au spirituel, qu'avec le secours des moyens matériels.

On formera donc une ligue, mais d'un autre type que celles qui ne rassemblent qu'une cohue d'individus démunis, sans lien entre eux, sans devoirs précis et sans autorité. Ce sera une coopération des bonnes volontés qui soient d'abord des volontés, une conspiration des forces morales qui soient d'abord des forces.

Il suffit d'avoir indiqué les conditions de l'ordre, on en réalisera tout ce qui est possible dans l'instant. Une action organique doit être vivante, et donc souple. Elle formulera le programme en l'appliquant.

Au reste, il est honnête de ne rien fixer à l'avance. Énumérer des réformes n'est bon qu'à piper l'électeur. Celui-ci aime qu'on lui promette beaucoup avec peu, et nous savons qu'on ne fait que très peu avec beaucoup. Laissons cela aux exploiters de la misère et de l'ignorance populaires. Il n'est de réformes durables que celles qui ont passé dans les opinions et les mœurs. Ce qui est vital ne s'écrit pas. La législation vraiment



sociale est celle de la coutume. C'est l'usage et le temps qui l'implantent.

Le Français est aussi ardent à élaborer et à préconiser des projets de Constitution que nonchalant devant le moindre effort de réalisation. Nous avons, là aussi, à nous reprendre.

Dans leur partie positive, la plupart des programmes sont excellents, puisque tout est à reconstituer; mais encore faut-il qu'on en adopte un, et le suivre. C'est ce qui semble impossible. Chacun a son point de vue et sa marotte.

Gardons-nous des chimères et ne limitons pas les chances. N'ayons souci que de ce qui peut s'acquérir immédiatement. Et cela dépend de nombreux facteurs imprévisibles et des ressources mises en œuvre.

Un programme d'action pratique sera plutôt des moyens, des procédés que des fins.

La *Ligue de l'Ordre, des devoirs du citoyen*, ne visera qu'à diriger. Fournissant ce qui manque, elle ne se substituera pas à ce qui est, à ce qui peut être rétabli immédiatement. Là, elle se bornera à stimuler, à soutenir, à coordonner.

Nous ignorons de quel pas nous marcherons; mais nous savons où nous allons et par quelles routes. Rappelons-le, en trois articles brefs :

1<sup>o</sup> *Politique et administratif*. — Consolider l'exécutif, — quel qu'il soit. Lui rendre plus d'indépendance, d'énergie, de continuité. Restreindre le législatif. Dégager le judiciaire de la politiquerie. Et donc, affranchir les trois pouvoirs de l'élection et du Parlement, frayer la voie à une dictature salvatrice.

En concentrant le pouvoir politique, dépaperasser, étendre, libérer les multiples pouvoirs locaux, décen-



traliser l'administration publique. C'est-à-dire octroyer à l'entreprise privée, à la famille, à la commune, à la région, à la profession, à l'association, à l'Église, toutes les libertés compatibles avec l'ordre général.

Il n'est pas un esprit averti qui ne reconnaisse la pernicieuse aberration qu'est le système électif. Le plus sot se garde bien de l'appliquer à ses propres affaires. Une campagne bien menée contre le suffrage universel pourrait réussir, mais non sans de longs et âpres conflits. Nous passerons outre. Ce n'est pas sur l'électeur qu'il faudra agir, mais sur l'élu.

Celui-ci redoute moins un concurrent, qui lui oppose des voix d'abstentionnistes ou de mécontents, que ce qui peut lui retirer des partisans. Or, nous représenterons toujours l'intérêt général. Ne recommandant aucun candidat, n'étant pas des « remplaçants », un parti, nos manifestations auront une portée. Les parlementaires apprendront que, désormais, pour être réélus, il ne suffit plus de flagorner les électeurs, de satisfaire leurs caprices incohérents, de saccager le budget. Nous les surveillerons. Nous aurons prise sur eux... Comment ? La perspicacité de nos lecteurs nous permet de rester discret. Car c'est encore une des pénibles conséquences du désarroi universel que l'honnêteté avérée, la ferveur patriotique, l'œuvre bienfaisante soient astreintes à dissimuler et ruser.

2<sup>o</sup> *Économique et social.* — Un pouvoir central, c'est-à-dire un gouvernement effectif, dominant les antagonismes particuliers, n'est pas l'unique condition du relèvement économique. Notons encore les clauses du futur traité de paix, le développement de l'outillage public, des forces motrices, des moyens de transports, l'extension rationnelle du crédit, les réformes bancaire

et monétaire, la sécurité du capital, la productivité du travail accrue, la revision sévère de la législation dite « sociale », dont chaque article est le plus souvent une entrave à la circulation, à la production, en conséquence à la prospérité générale, et surtout au « bien être » et à la « liberté » (1) des classes laborieuses.

Avertir ; amener ouvriers, paysans, propriétaires, commerçants, industriels et banquiers à se comprendre dans l'ensemble.

S'accoter sur les réalités, sur les grands intérêts qui coopèrent à la prospérité nationale pour contenir les basses cupidités ; refréner les déprédations, atténuer le parasitisme. Servir.

Au dernier coup de canon tiré, la ploutocratie cosmopolite et la démagogie, sa complice, vont rompre toutes les fragiles digues de police qui subsistent encore. Il faudra s'associer à tous les efforts de défense sociale, en les aiguillonnant, en les fédérant, en les orientant. Contre le malthusisme, l'alcoolisme, la pornographie et la débauche, le taudis, la vie chère, le chômage, les grèves injustifiables, etc., pour les habitations à bon marché, les jardins ouvriers, l'hygiène des cités, des ateliers, l'enseignement professionnel, la mutualité, le retour à la terre, etc...

3<sup>o</sup> *Intellectuel et moral.* — On n'instruira que par le fait qui ne se discute pas, on ne prêchera que par l'exemple qui ne se conteste pas.

Au lieu de s'adresser à la plèbe insaisissable, ce sont ses conducteurs qu'il sera expédient de redresser. Il y aura des puffismes à flétrir et de saines publicités à

(1) « Bien-être et liberté » est la devise de la Confédération générale du travail. Et le prolétariat s'en inspirerait certainement s'il n'y avait les meneurs.



faire. Il y a de salutaires boycottages à prescrire. Nous rendrons responsables ceux qui ont charge d'âmes.

Ce sera toujours informer et diriger.

Bien qu'empirique, laïque, et donc temporaire, l'action de salut national qu'on va engager n'aura pas à se prononcer sur les disciplines, les églises, non plus que sur les régimes.

Mais s'il convient d'oublier d'oiseuses disputes, ce ne sera point pour laisser persécuter une doctrine qui reste encore, en France, la plus grande puissance morale établie. Du seul point de vue que permette la rigueur des temps : un minimum d'ordre social, sans trancher des rites et des dogmes, nous devons renouer les relations diplomatiques avec le Saint-Siège et restituer à l'Église ses garanties temporelles et sa liberté spirituelle. Liberté d'association, liberté des fondations charitables, liberté d'enseignement. Nous serons, — à l'encontre des libéraux, — pour toutes les libertés positives. La séparation de l'Église et de l'État a pour corollaire la séparation d'avec l'État, de l'école, de l'assistance et de la prière.

Épanouir de plus en plus toutes les libertés spirituelles, n'est-ce point faire prédominer la persuasion sur la contrainte ? Or la civilisation n'est que cela. Il n'est pas besoin d'être des catholiques, ni même des croyants pour s'accorder là-dessus ; mais seulement des patriotes clairvoyants que les événements de l'heure présente ne laissent pas impassibles.



## V. — LA LIGUE DE L'ORDRE.

Des amis nous pressent de constituer la Ligue. Ils n'attendent qu'un signal pour former des groupes.

Nous devons les prier de patienter encore.

Certes, il serait plus commode de leur présenter des statuts, d'inscrire des noms, de percevoir des cotisations et de se donner l'apparence de faire quelque chose. Mais, ici, il s'agit moins de réunir des adhésions verbales que de concentrer des forces.

Une telle agrégation d'énergies sociales n'aura rien de parlementaire. Tout se fera en vue du résultat à atteindre, avec le moins de discours. L'essentiel sera d'avoir une direction ferme, c'est-à-dire unique, libre et continue.

Un centre moteur, donc; mais la vie dans tout. Un Comité central, des sections de compétences; mais des groupes régionaux, des sections locales.

Pas d'élection. Désignation normale, de haut en bas, par degrés, — le réel mérite, le zèle, l'abnégation prévalant sur les renommées, les titres, les talents brillants. Même les simples adhérents seront choisis. On ne s'encombrera pas des nullités et des arrivistes. Il faut être apte à servir, et que cela confère un ascendant.

Pas de vote, des volontés actives. On désavouera par son abstention, on approuvera par sa participation. Pas de bavardages. Tout sera aménagé pour un travail sérieux, pour une action effective, en employant tous

les dévouements, en tirant le meilleur parti des ressources et des conjonctures.

Le Comité central renouvellera ses douze membres perpétuels par cooptation. Il désignera les présidents des groupes régionaux et, ceux ci, les présidents des sections locales.

Le Comité central se partagera en trois bureaux dont les trois directeurs assumeront la présidence générale de la Ligue. Ceux-ci se consacreront entièrement à leurs fonctions.

Les trois bureaux se subdiviseront en trois parties, dirigées chacune par l'un des autres membres du Comité central. *Le bureau politique* comprendra : 1<sup>o</sup> politique intérieure; 2<sup>o</sup> administration nationale; 3<sup>o</sup> politique extérieure. *Le bureau économique* : 1<sup>o</sup> industrie, commerce et transports; 2<sup>o</sup> finance; 3<sup>o</sup> travail. *Le bureau social* : 1<sup>o</sup> enseignement; 2<sup>o</sup> éducation; 3<sup>o</sup> œuvres. Ces subdivisions se composeront de membres conseils, choisis avec soin, et de commis et enquêteurs bien rémunérés. Pour le troisième bureau, il sera fait appel à la coopération féminine (1).

L'organisation provinciale s'inspirera des mêmes principes et suivra le même plan; mais avec toute

(1) Étant un désordre, le féminisme va s'aggraver. Par le travail nécessaire, une longue séparation conjugale, le dégoût du foyer désert, la démoralisation consécutive au rude labeur de l'usine, à des salaires exceptionnels, surélevés, à la promiscuité qui contamine, à l'intempérance, aux aventures de la rue, bien des femmes du peuple se seront « émancipées », comme ils disent. Sans guide moral, beaucoup d'entre elles se complairont à une existence avilie.

C'est la femme qui peut relever la femme. Et non par des sermons. Par l'exemple. En faisant les mœurs. En mettant tous les devoirs à la mode, d'abord celui d'avoir des enfants et de les élever.



l'indépendance qu'autoriseront les exigences du concours à l'œuvre commune.

Le Comité central assumera la responsabilité des manifestations nationales; les présidents régionaux, des manifestations locales.

Ne pouvant être à la fois les représentants de l'intérêt général et ceux des intérêts particuliers, ces dignitaires auront la dignité de s'engager formellement à ne jamais solliciter un mandat électif et des faveurs officielles.

Beaucoup d'argent est nécessaire. En écartant le mode des cotisations fixes, toujours insuffisantes, on adoptera celui des contributions les plus fructueuses, comme on le verra plus loin. Il faut que chacun fasse suivant ce qu'il peut et donne en proportion de ce qu'il possède. Nous allons former une élite. Nous n'avons que faire des profiteurs, des ladres et des pleutres que notre grand Sully a si bien dépeints dans ses *Mémoires* : « ... Ceux qui ne se soucient pas que devienne ni royaume, ni peuples, moyennant qu'ils puissent bonifier leurs affaires et obtenir leurs désirs; ceux encore, lesquels n'étant pas autrement malins ni avides, sont néanmoins tellement craintifs, que pour éviter la moindre menace ou incommodité, consentent à tout; voire même aucuns qui connaissent le mal, en ont déplaisir, désirent le bien, et le procureraient volontiers, mais ont l'âme si lâche et la vertu si languide, qu'ils se contentent de résister aux mauvaises actions par le silence, des soupirs, des branlements de tête et des haussemens d'épaules. »

Si, dans un moment aussi tragique, la bourgeoisie française ne comprend pas ses devoirs de classe dirigeante, c'est qu'elle est inepte; si, les comprenant, elle



se refuse à les remplir, c'est qu'elle est indigne. Dans l'un ou l'autre cas, elle se disqualifie, elle usurpe, et ainsi elle provoque les violences révolutionnaires et légitime les spoliations. Une société ne subsiste pas sans tête et sans cœur.

Avant de constituer notre Ligue, qui ne sera pas de parade, vérifions donc si nous avons les hommes qu'il y faut, et les moyens.

## VI. — UN JOURNAL INDÉPENDANT DE L'ARGENT ET DES PARTIS.

Pour une action d'information, de pression, de direction, le journal est l'instrument dont il importe de se munir d'abord.

Il n'y a plus d'opinion fondée sur des faits exactement rapportés. Même s'il est une « autorité sociale », le Français ne sait rien des événements capitaux. Malgré la surabondance des feuilles qui disent tout, et plus, il est resté dans l'ignorance de ce qui se tramait à Berlin, à Vienne, et des formidables préparatifs militaires.

C'est que nos grands journaux ne sont pas indépendants des capitaux engagés. Ils ne tâchent qu'à plaire au plus grand nombre de lecteurs, non à renseigner. Instruire, gouverner : cela sera toujours impopulaire.

Mais le tirage seul ne suffirait pas à couvrir les frais si son chiffre élevé n'attirait des subventions, plus ou moins avouables, ou n'amorçait des « affaires », même honnêtes. Trop souvent, des traités, dont on n'a voulu

voir que les avantages financiers immédiats, lient ces grands journaux à quelque syndicat occulte que n'inspirent certainement pas la philanthropie ni le pur patriotisme.

Un gouvernement électif ne saurait résister aux tumultes des foules. Or celles-ci suivent aveuglément toutes les suggestions qui flattent leur légèreté, leur ignorance et leurs vices.

La conclusion est claire.

Il ne s'agit pas toujours d'une invasion à préparer. C'est le crédit national qu'une panique de Bourse peut détruire ; l'industrie, le commerce, le travail, que des grèves fomentées à propos, une législation absurde peuvent ruiner. Enfin, ce sera bientôt le traité de paix à conclure...

Sans doute, tout le mal qui pourrait être fait ne se fait pas. Dans celui qui l'est, on aime à croire que la sottise a aussi sa part. Ce n'en est pas moins un danger redoutable que la presse, — qui est bien, dans notre anarchie, un quatrième pouvoir, — soit tout à l'argent sans patrie.

Ce ne sont point les petits journaux de parti — si bien intentionnés soient-ils — qui y pareront. Ils n'ont d'autres lecteurs que leurs adeptes. Ils n'ont d'autre source de renseignements que leurs opulents confrères. Car l'omnipotence sans contrepoids de ceux-ci ne provient nullement de la chronique qui est en tête, mais de l'information, la déformation et le silence, qui sont partout. Le discrédit moral de la presse est tel, que tout ce que d'illustres personnages ressassent, en première page, sur l'alcoolisme et la dépopulation, ne fait pas un ivrogne de moins ou un enfant de plus. Cependant, les réclames d'orviétan sont beaucoup plus persua-



sives, puisqu'elles rapportent à ceux qui les payent très cher. Et il en coûte jusqu'à deux millions de francs par an pour disposer simplement des suggestions économiques et financières.

Cela nous montre où est la puissance réelle de la grande presse et où il faut la saisir.

Un journal d'amitié française, d'ordre, organe de l'intérêt général, supérieur et permanent, devra donc être indépendant de l'argent et des partis et, néanmoins, disposer d'assez de capitaux pour subvenir à une organisation spéciale d'informations et de contrôle.

Il devra se recommander aussitôt par sa tenue, la variété, le sérieux et la sûreté de ses nouvelles, les services réels qu'il rendra à ceux dont le travail, les entreprises et les capitaux font la prospérité nationale.

Il sera lu d'abord par tous ceux qui souhaitent d'être renseignés exactement : l'élite sociale dirigeante. Pour les autres, qui cherchent plutôt, dans un journal, le reflet de leurs idées, de leurs sentiments, un aliment à leurs sympathies et à leurs rancunes, ce pourra être le journal second. Ce sera aussi, pour l'esprit public, qu'il pénétrera de plus en plus, l'antidote de la presse d'affaires, un antijournal.

L'unité et la continuité de la direction sont des conditions fondamentales. L'argent restera donc serviteur. Le Conseil d'administration de la Société n'exercera qu'une surveillance financière. C'est là une question de confiance qu'on n'est pas habitué de voir poser au début d'un Appel de ce genre ; mais une action sociale de cette ampleur n'est possible qu'avec une pleine confiance mutuelle, qui exalte le sens de la responsabilité et de l'honneur.



Pas d'autres recettes à envisager que celles de la vente au numéro, des abonnements et des annonces. Encore convient-il de noter que les annonces ne seront pas toujours acceptées, qu'elles seront donc peu nombreuses. Comme on ne se fera jamais complice d'une escroquerie, d'un proxénétisme ou d'une trahison, elles seront peu lucratives.

Nous ne serons pas indifférents au succès, puisque nous voulons détenir un pouvoir social ; mais nous ne subordonnerons jamais le but aux moyens ; et si les moyens sont l'expansion et l'influence d'un journal, le but n'est pas d'avoir un tirage énorme et de faire des bénéfices. C'est d'éclairer, de guider, d'agrèger l'opinion publique pour régénérer les mœurs.

Il faudrait y pouvoir consacrer des sommes considérables. Jamais argent n'aurait été mieux placé et, en définitive, ne rapporterait tant. Hélas ! ce serait trop demander. Nous chercherons donc à équilibrer notre budget. Nous y parviendrons avec une sage gestion.

Mais on ne pourra donner au lecteur plus de papier qu'il n'en paye. Avant la guerre, c'eût été l'échec certain. Maintenant que les valeurs vont être mieux estimées et classées, il sera possible de faire entendre que c'est une preuve de probité de n'avoir pas plus de quatre pages. Avec du beau papier, une impression soignée. Pas de caractères trop fins, qui fatiguent les yeux pour tant de phrases futiles. L'aspect comme le fond sera net et clair. On fera du bon travail parce qu'on aura la fierté d'être de bons artisans.

Il y aura tant à faire ! Le temps sera précieux. Aussi, nous respecterons celui des lecteurs. Pas de remplissage. Tout sera substantiel, en faits et en idées. Nonobstant, cette feuille se lira rapidement.

Pour la rédaction, pas de journalistes : des compétences. Surtout morales.

Avec un directeur général, dont le rôle sera de maintenir, d'inspirer, de coordonner, autant de rédacteurs en chef que de rubriques : 1<sup>o</sup> Politique intérieure ; 2<sup>o</sup> Politique étrangère ; 3<sup>o</sup> Économique ; 4<sup>o</sup> Finances ; 5<sup>o</sup> Questions ouvrières et sociales ; 6<sup>o</sup> Questions administratives, régionalisme ; 7<sup>o</sup> Sciences, applications, technique ; 8<sup>o</sup> Enseignement, éducation ; 9<sup>o</sup> Lettres, arts, théâtres ; 10<sup>o</sup> Journal des journaux.

Chacune de ces parties aura son organisation propre ; chaque rédacteur en chef en sera responsable. Il recrutera lui-même son personnel de reporters et d'enquêteurs, il aura son budget, sa place. Lui seul signera.

Pour les autres rédacteurs, l'anonymat sera une garantie d'indépendance et de sérieux, une barrière à la quémanderie, à la brigue, à la camaraderie, un frein au cabotinage de plume. Ils seront moins enclins à faire étalage de leur « génie » littéraire, à poursuivre le sensationnel, l'étonnant, le paradoxe ; ils seront plus libres et plus volontiers, sans doute, ils se plieront à la simplicité et s'astreindront à la concision qui seront requises.

Pour leur rendre moins amère cette modestie, ils recevront des appointements fixes combinés avec des primes. Les rédacteurs en chef auront toujours la faculté de réduire les copies et même de les résumer. Il n'y aura que des ouvriers collaborant à une œuvre commune.

Au surplus, tous les ligueurs, tous les lecteurs seront des coopérateurs. Ils nous procureront ainsi la plus riche documentation. Ce sera une vaste mutualité d'informations, Il n'y faudra pas un talent prodigieux ; mais



de l'application, du zèle, du clair bon sens et un vif souci de servir son pays.

Ce sera un journal plein. Pas de superfluités, feuilletons, contes, chroniques, verbiages... Qu'on prenne la moins frivole de nos grandes gazettes : si l'on biffe tout ce qui ne se lit pas, ce qui encombre, distrait, fourvoie, les articles de complaisance, subventionnés, officieux, la réclame enfin, — le reste pourrait tenir en une page, deux au plus.

Depuis une trentaine d'années surtout, les journaux semblent composés pour que l'infortuné public se dispense de toute pensée et de toute étude. Et ils y sont parvenus. On y trouve tout, hormis ce qui devrait y être. Ils ont propagé dans les masses, avec leur infatuation, cette ignorance encyclopédique, si propice à la diffusion des notions et des idées les plus erronées, les plus saugrenues, les plus dangereuses. Le cinéma va parfaire cet abrutissement systématique.

Le nouveau journal n'aura pas la prétention de remplacer la revue ou le livre. Il se confiera dans sa fonction propre, — pour la mieux remplir. Ce ne sera donc pas une collection d'articles bâclés ; mais un recueil de faits choisis, importants, contrôlés avec soin, bien classés, commentés avec précaution. Il faut d'abord que l'élite sociale ait intérêt à le lire. Il faut que son lecteur habituel soit reconnu dans son milieu comme celui qui sait toujours exactement, qui voit juste et dont les conseils sont à suivre.

Dès le deuxième numéro, il y aura des traditions. Les rubriques se trouveront toujours aux mêmes colonnes. Chacune débutera par une brève introduction, d'une cinquantaine de lignes au plus, expliquant du point de



vue d'ensemble, éclaircissant tous les aspects des faits rapportés ensuite.

1<sup>o</sup> *Politique intérieure.* — D'abord l'introduction. Puis, dans de courts paragraphes, les nouvelles du jour concernant la politique intérieure, les actes, les paroles des parlementaires, des politiciens quelconques. On dénoncera tout homme public qui se laissera aller à la démagogie, dans l'instant et sur le point où il failira; non pour satisfaire une clientèle, pour abattre cet homme, mais pour l'empêcher de nuire et, si possible, le redresser. Qu'il se reprenne, et nous ne lui ménagerons pas notre appui. De même pour les partis, de même pour le gouvernement. On sera sévère, non ennuyeux. Le ridicule tue. On saura rire de telle redondance d'orateur outreucidant ou de telle imposture de plumitif impudent. Nous seconderons les bonnes volontés, les efforts qui tendent à une reconstitution positive, — d'où qu'ils viennent.

2<sup>o</sup> *Politique extérieure.* — Même disposition, comme pour toutes les rubriques. Mais celle-ci aura plus complètement notre attention. C'est dans la méconnaissance du rêve monstrueux qui hallucinait l'Allemagne et les Allemands que le pays put être manœuvré aussi aisément, sur tous les terrains. Rien ne pouvait l'avertir, ni le défendre. Nous remplirons ponctuellement cet office d'un organe d'intérêt général, de concentration, de prévision et de décision. Nous reproduirons les télégrammes du jour qui nous parviendront de tous les coins du monde, soit des agences, soit plutôt de nos correspondants particuliers. Des agences, nous indiquerons les nouvelles que nous aurons pu vérifier, cel-

les qui sont probablement vraies, et celles qui sont douteuses ou évidemment fausses.

3<sup>o</sup> *Économique*. — Autre partie importante. Les commerçants, les armateurs, les industriels et les agriculteurs y devront trouver tout ce qui les peut intéresser, notamment les cours des marchés étrangers, la valeur des stocks, les tendances de la production mondiale, les communications documentées des syndicats et fédérations, dont nous demanderons la collaboration. On favorisera les initiatives heureuses; mais on stigmatisera les fraudes, les agiotages désastreux.

4<sup>o</sup> *Finance*. — Ici, on aura à surveiller de près les opérations de Bourse, les émissions; à divulguer les collusions de la ploutocratie et de la démagogie, les rapines de la basse et haute banque, la complicité de la presse et la protection scandaleuse dont certains politiciens couvrent le tout. Nous ne permettrons pas que nos grandes Sociétés de crédit reviennent à leurs néfastes errements, nous ne laisserons plus faire d'emprunts turcs et autres. N'acceptant aucune subvention, ne faisant de publicité financière que gratuitement, ce moniteur sera un guide sûr et fidèle pour le capitaliste.

3<sup>o</sup> *Questions ouvrières et sociales*. — Cet article se tient avec les deux précédents. Nous défendrons le travail et le capital pour qu'ils coopèrent à la plus intense production. Il y a bien des préjugés à combattre, par le simple exposé des faits, chez l'ouvrier comme chez le patron ou le capitaliste. Une égale indépendance de l'argent et du nombre nous permettra d'être sans indulgence contre telle escroquerie de finance, telle falsification commerciale, tel accaparement scélérat, telle exploitation éhontée du travailleur et telles menées louches d'agitateurs professionnels pour préconiser le



sabotage et provoquer des grèves malencontreuses dont profite aussitôt, à l'étranger, l'industrie concurrente. Notre journal sera un facteur de synergie sociale.

6° *Questions administratives, régionalisme.* — Pour enrayer l'inquiétante désertion des campagnes, qui aggrave encore les conséquences du malthusisme, il sera urgent de décentraliser. L'Alsace et la Lorraine vont poser le problème. On ne le résoudra pas en leur envoyant des sous-préfets pour machiner les élections. Nous aurons à tenir à jour les cahiers provinciaux. C'est ainsi que nous attribuerons aux mouvements de population d'un canton normand ou lorrain, à sa situation sociale, à son organisation communale, à sa production, à ses occupations intellectuelles, à ses écoles, à ses musées et à ses bibliothèques, la place que les feuilles parisiennes accordent aux extravagances calculées d'un cabotin illustre, aux crimes truculents ou aux esclandres immondes du trois-quarts, du demi ou du quart de monde.

7° *Sciences, applications, technique.* — Nous exposerons, après enquête, les découvertes fécondes, les procédés utiles. Nous aiderons les chercheurs et les inventeurs désintéressés par une publicité gratuite, et nous montrerons ce que sont les réclames dont la santé des badauds fait les frais. La manière sera simple. On proclame que le « jobardol » guérit tout : nous donnerons la formule de la panacée, avec le prix de ses ingrédients. Ce petit tableau pourra paraître de temps en temps.

8° *Enseignement, éducation, questions morales.* — Nous serons, avec acharnement, pour toute liberté spirituelle, — de croyance, d'enseignement, d'association. Nous nous opposerons à toute tentative du sectarisme

renaissant. Non pas d'après un dogme théologique ou philosophique, mais au nom des vérités sociales positives. Nous dirons ce que font les grandes associations philanthropiques, patriotiques, d'éducation, de sports, etc..., intellectuelles, morales, religieuses, et ce qui les recommande. Ce sera le Bulletin vivant de la *Ligue de l'Ordre*. Il faut que les Français s'organisent. Sans nous en prendre au jacobin, ni même à ses fausses doctrines, par l'action, nous combattons le jacobinisme, qui est une maladie mortelle. Il n'y a jamais assez d'États dans l'État, — c'est-à-dire assez de liberté positive et de vie. Nous ne souhaitons pas que le rôle du gouvernement soit facile, mais qu'il soit bien rempli. Et il ne peut l'être que s'il reste dans ses limites.

9° *Littérature, arts, théâtres*. — Dans ces notules, on traquera sans merci les bouffons et les bateleurs, le mensonge, le mercantilisme. On indiquera les livres qui peuvent être lus, surtout ceux qui doivent l'être, les pièces de théâtre qui peuvent être vues, — soit qu'ils amusent sainement, soit qu'ils instruisent, soit qu'ils charment, soit qu'ils élèvent. Refusant toute publicité dans cet ordre, nous nous prononcerons en toute indépendance. Nous ne viserons pas à faire de la critique ; mais seulement, à l'occasion, la censure de la soi-disant critique tarifée. Nous dessillerons les yeux. Quand un grimaud nous sera présenté comme un génie prestigieux, nous n'y objecterons pas des épithètes, nous nous bornerons à dire ce que coûte le panégyrique à l'auteur ou à l'éditeur et à reproduire en regard quelques extraits de l'œuvre et de l'article. Nous gênerons le trafic de certains critiques, éditeurs et directeurs.

10° *Journal des journaux*. — Avant d'être « excel-



lents confrères », nous serons des Français. Aussi, révélerons-nous les méfaits quotidiens de la presse : réclames d'escroqueries ou pis, fausses nouvelles, chantages, « affaires », louches complicités, corruption, pornographie, lamentable niaiserie, etc... Nous en passons. Il suffira de simples extraits, de quelques rapprochements ingénieux, avec de laconiques réflexions. Nous déshonorerons la mauvaise presse.

11<sup>o</sup> *Faits du jour et annonces.* — Les menus incidents et accidents, qui n'entreront pas dans le cadre d'une des rubriques précédentes, seront relatés avec seulement les détails vérifiés.

Comme nous l'avons vu, nous aurons des contre-annonces. La publicité suivra. Nous nous en jugerons responsables. Aussi vaudrait-il mieux n'en pas avoir. Mais peut-on équilibrer le budget d'un journal sans cet appoint de recettes ? Après tout, cela ne dépendrait que des lecteurs. Il suffirait que la plupart s'abonnassent au lieu d'acheter le journal au numéro. Nous ne prendrons de décision à cet égard qu'au moment de paraître, et elle sera déterminée par diverses considérations, notamment le prix du papier. Certes, il serait préférable que notre journal, avec quatre pages seulement, revînt à l'ancien petit format d'il y a trente ans et pût se dispenser de recevoir des annonces payantes. Il y gagnerait en considération, on verrait mieux qu'il est vraiment un organe de l'intérêt général, et son action régénératrice en serait plus promptement efficace.

Pour que notre œuvre de presse soit aussi étendue et complète que possible, nous aurons un supplément hebdomadaire, une revue mensuelle et des bureaux régionaux.

Le supplément, illustré, contiendra, avec un rappel des principaux événements de la semaine, une chronique alerte sur une question sociale ou morale, des échos, des contes, des relations de voyages qui inciteront les jeunes gens aux belles aventures de la volonté, des extraits, des pensées choisies, des petites études d'économie domestique et rurale, etc. Ce pourra devenir la véritable gazette populaire à grand tirage, complétant le journal local. En tout cas, ce sera une encyclopédie des familles pouvant être lue par tous, et qui élèvera et reconfortera toujours en instruisant.

Chaque numéro de la revue sera confectionné avec soin par une rédaction différente. Il ne comportera qu'une étude, une enquête sur un sujet d'actualité ou d'utilité pressante. Son rédacteur en chef, désigné pour sa compétence reconnue, aura toute licence pour organiser son travail et choisir les collaborateurs du numéro dont la composition lui sera confiée.

Les bureaux régionaux que nous installerons à Lyon, Marseille, Bordeaux, Rennes, Lille, Metz, etc..., n'auront pas seulement à répandre nos publications, à surveiller les distributions et à transmettre les télégrammes, mais encore à fédérer pratiquement la petite presse provinciale. Notre tâche sera toujours, en tout, de suppléer ce qui fait défaut, de stimuler ce qui languit, de coordonner ce qui tend à diverger, — non d'absorber aucune activité utile. Nous ne ferons pas concurrence aux journaux locaux. Au contraire. Nous les aiderons, nous les pousserons même à refouler l'envahissement des grands journaux abêtisseurs; nous nous efforcerons de les soustraire à l'ignoble servitude de l'industrie électorale. Comment? Il serait prématuré de le dire. Qu'on nous fasse confiance en sachant bien



que nous aurons là un des moyens les plus énergiques de notre action d'ordre.

Après la guerre, la plupart de nos concitoyens voudront travailler pour leur famille et la patrie, dans le calme et la sécurité de la paix civile. Nous ne laisserons pas s'effriter l'union sacrée.

Nos publications ne seront donc pas des instruments d'une propagande insidieuse pour telle visée ou conception politique, pour telle doctrine ; mais une forme d'action pour l'ordre qui soutiendra tout groupement, tout mouvement philanthropique, politique, philosophique, social ou religieux s'évertuant à établir des libertés positives réglées, à enseigner une discipline volontaire ou à déterminer les subordinations nécessaires. On y verra des positivistes s'employant à défendre les libertés de l'Église et des réactionnaires soutenant un ministre radical-socialiste qui aurait la velléité, parfois d'être au surplus homme d'État et patriote.

Au-dessus des partis, nous serons contre ce qui divise et provoque les discordes civiles, pour ce qui élève et unit, pour toutes les libertés sociales, le syndicat comme la congrégation, la coopérative comme l'école, pour la reconstitution de toutes les grandes forces sociales, commerce, industrie, transports, agriculture, main-d'œuvre, assistance, administration, armée, justice, enseignement, religion, pour tout ce qui anime contre tout ce qui déprime. Nous ne serons pas pour le riche contre le pauvre, ni pour celui-ci contre celui-là. Nous nous proposerons d'atténuer, dans la mesure du possible, les abus de l'argent comme les excès du nombre.

## VII. — APPEL DÉCISIF.

Une action d'union nationale, positive, par en haut, est de nécessité urgente. Est-elle possible? Sera-t-elle efficace?

Oui, certes, si les Français que nous avons ralliés déjà le veulent de tout cœur.

Non, si, eux aussi, dans les affres de ces jours tragiques, ils n'ont rien appris; si la crainte, la vanité, l'avarice les retiennent encore de se donner entièrement.

La réponse qui sera faite à cet Appel décidera. Si elle n'est pas ce qu'on en peut attendre, il vaudra mieux renoncer à s'agiter et laisser s'accomplir l'implacable destin. Au contraire, sachant que nous pourrons disposer d'une force puissante de presse, nous publierons une notice détaillée sur les règlements de la Ligue, des groupes et des Comités. Nous engagerons résolument notre action.

Mais cela exige une mise de fonds de *six millions de francs*, en commençant par le plus facile, ce qui demande le moins. Pour une action de plus d'extension, il faudrait plus encore.

Nous avons donc à nous assurer d'abord s'il se trouve encore assez de Français clairvoyants pour former ce trésor de salut public.

Nous prions donc instamment nos adhérents de nous faire savoir dans quelle mesure ils y peuvent participer et y faire participer, en souscriptions d'abonnements, d'obligations et de parts. Hormis celui de l'inintelli-



gence, de ne pas comprendre, il n'est aucun prétexte qui vaille pour refuser.

Présentement, nous n'avons besoin que d'indications. Des engagements n'auront à être pris qu'après la constitution légale de la Société commanditaire et réalisés seulement si le total des souscriptions nous permet de lancer le journal avec chance de succès; si une œuvre de plus d'ampleur et plus efficace ne convie point, d'ici-là, tous les concours, si la victoire complète laisse à la France la possibilité de tenter son relèvement. Dans tous les cas, enfin, où nous devrions renoncer à ce projet, le transformer ou même seulement le restreindre, les engagements seraient annulés, sans aucun prélèvement pour les frais de propagande et d'organisation.

Il va sans dire, enfin, que la gérance de la Société et son statut légal offriront toutes garanties pour l'emploi des fonds. D'ailleurs, le Conseil d'administration sera composé des souscripteurs-réels du plus grand nombre de parts. Il ne sera pas attribué de parts nominales de fondateurs.

*Toutes les communications doivent être adressées à*  
M. GEORGES DEHERME, 6, boulevard de la Madeleine,  
Paris, IX<sup>e</sup>.

*Pour les visites, tous les jours, sauf les dimanches et fêtes, dans la matinée, de 8 à 11 h. 1/2, et, de plus, le mercredi, de 16 à 18 heures.*

POUR UN JOURNAL INDÉPENDANT  
DE L'ARGENT ET DES PARTIS, ORGANE  
DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL,  
SUPÉRIEUR ET PERMANENT DE LA NATION.

---

On pourra souscrire :

Soit un ou plusieurs abonnements d'un, de deux ou de cinq ans;

Soit des obligations;

Soit des parts.

**Abonnements.** — Le prix des abonnements sera fixé à 18 fr. par an pour le journal; 12 fr. pour le supplément hebdomadaire à 0 fr. 25 le numéro; 20 fr pour la revue mensuelle à 2 fr. le numéro.

Pour les trois publications, 45 fr. par an; 85 fr. pour deux années; 200 fr. pour cinq années.

**Obligations.** — Par un mode de capitalisation, sous le contrôle de l'État, *le capital sera intégralement garanti aux souscripteurs d'obligations.*

Par 1.000 fr. versés, les obligataires recevront :

1<sup>o</sup> Un titre au porteur de capitalisation de 1.000 fr d'une des plus riches Compagnies d'assurances fran-

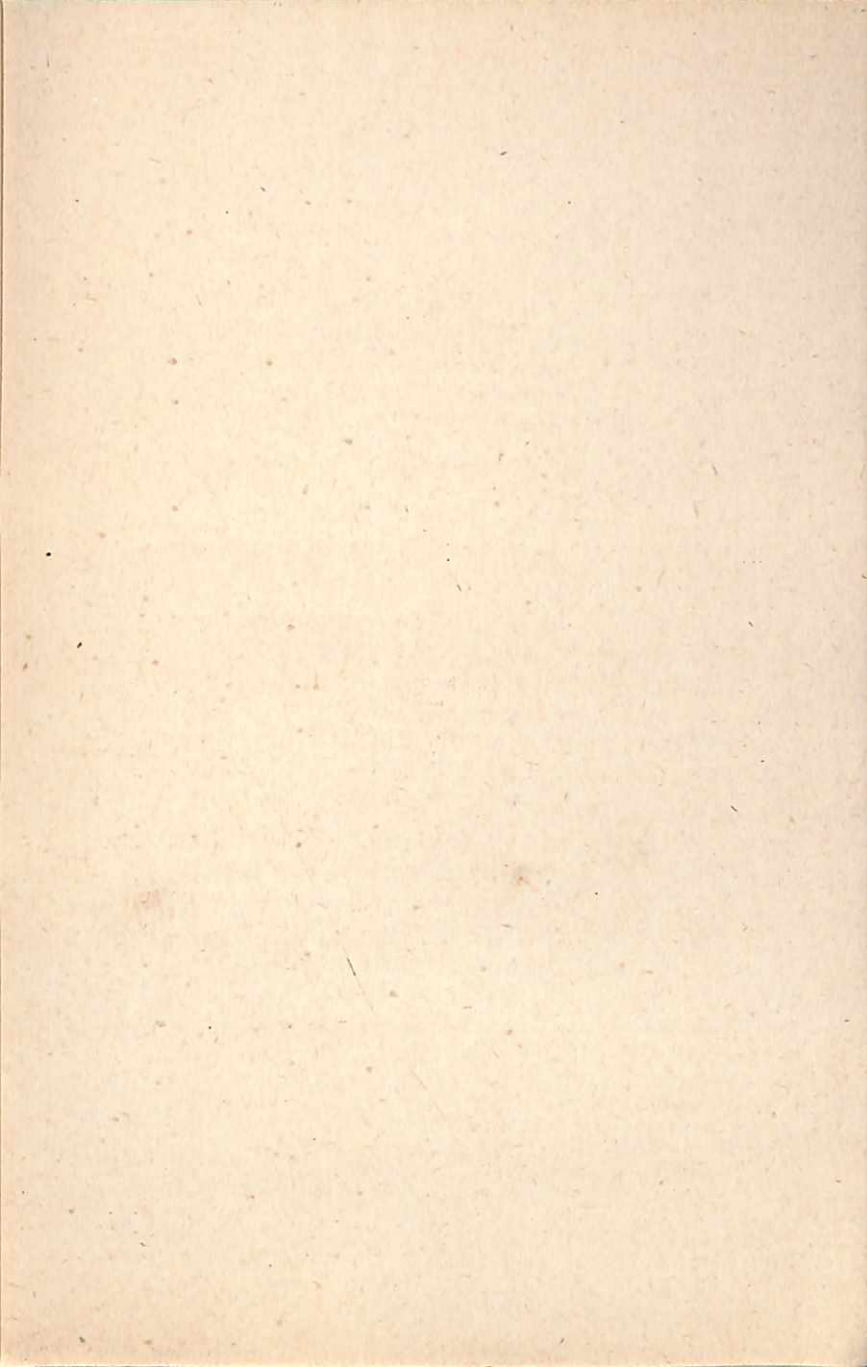


çaises, comportant les avantages suivants : A. Participation aux tirages annuels de remboursement avec prime (1 315 fr. la première année, 1.309 fr. la deuxième, 1.292 fr. la cinquième, 1.258 fr. la dixième, et ainsi de suite jusqu'à la trente troisième); B. Avances consenties sur les titres, à première demande, et ne suspendant pas les intérêts, jusqu'à concurrence de 271 fr. par titre la première année, 316 fr. la cinquième, 386 fr. la dixième, 1.000 fr. enfin la trente-troisième.

2<sup>o</sup> Une obligation de 1.000 fr. de la Société du journal rapportant un intérêt de 30 fr. par an jusqu'à l'amortissement, ce qui porte l'intérêt réel à plus de 4 0/0 la première année, en tenant compte de l'avance de 271 fr. qui est consentie dès lors.

Quoi qu'il advienne, le souscripteur d'obligations a la certitude absolue d'être remboursé. Tout en contribuant à une œuvre patriotique, de nécessité pressante, il n'entame pas son avoir, et, tout bien considéré, le rapport n'est inférieur à celui d'aucun placement d'égale sécurité.

**Parts.** — Les parts de 5.000 fr. seront souscrites par les personnes qui peuvent donner plus largement. Ces capitaux suivront le sort de l'entreprise. On sait, du reste, que notre but n'est pas de distribuer de gros dividendes.





:: IMPR. A. TOURNON ::  
257, RUE SAINT-HONORÉ